



Interview de Monsieur Yves Louis DARRICARERE Président Upstream du Groupe Total

Quand et pourquoi a été créé le Conseil des affaires kazakhstano-français ?

Le Conseil des affaires kazakhstano-français (CAFK) est né d'une initiative des Présidents français Nicolas Sarkozy et kazakhstano-français Noursoultan Nazarbaïev, en 2008.

J'ai été nommé, par le Secrétaire d'État au Commerce extérieur de la France en 2008, Coprésident pour la partie française. Pour ne pas multiplier les organismes, j'ai souhaité fusionner ce nouveau Conseil avec le Conseil de chefs d'entreprise France-Kazakhstan du MEDEF International, alors présidé par M. Christian Mons, aujourd'hui Président du GICAT, et qui est devenu Coprésident délégué du CAFK.

Le Coprésident de la partie kazakhstano-française, nommé par le Ministre de l'Économie du Kazakhstan, est M. Aydan Karibzhanov, Président du conseil d'administration de Visor Holding et ancien Directeur général adjoint du fonds souverain kazakhstano-français Samruk-Kazyna.

Dans le cadre des activités du CAFK, MEDEF International :

- permet la mise en relation des entreprises françaises avec les décideurs publics et privés kazakhstano-français, au plus haut niveau ;
- favorise la mutualisation d'expériences entre les entreprises françaises, de toutes tailles et de tous secteurs ;
- facilite la réalisation de projets et de partenariats entre entreprises françaises et kazakhstano-françaises dans tous les secteurs de l'économie du Kazakhstan ;

- contribue à l'amélioration du climat des affaires, à la formulation de propositions concrètes aux Gouvernements kazakhstano-français, notamment lors de la Commission mixte kazakhstano-française.

Depuis le début de ses activités avec le Kazakhstan, MEDEF International a reçu à quatre reprises le Président Nazarbaïev, et accueilli le Premier ministre Massimov, plusieurs de ses Vices-Premiers ministres ainsi que les principaux représentants des Gouvernements kazakhstano-français au cours de réunions avec les entreprises françaises.

Dans le cadre du CAFK, MEDEF International organise régulièrement des délégations au Kazakhstan, au cours desquelles les entreprises françaises rencontrent les décideurs publics kazakhstano-français (membres du Gouvernement et des entités publiques), les institutions financières internationales et les communautés d'affaires.

En 2009, à mon initiative, la partie française CAFK s'est dotée d'une task force de trois personnes financée par Total, dédiée à des missions d'études et de suivi approfondis du climat des affaires auprès des entreprises françaises implantées au Kazakhstan.

En 2012, pour renforcer la pertinence et la précision des propositions qu'il adresse aux décideurs publics kazakhstano-français, MEDEF International a créé au sein du CAFK deux groupes de travail, dédiés aux difficultés rencontrées par les entreprises en matière de ressources humaines et de partenariats public-privé.

La 6e réunion du CAFK a eu lieu les 13 et 14 février. Quelles en ont été les principales discussions et conclusions ?

La 6e session plénière du CAFK s'est tenue à Astana, et a fait suite à la réunion du CAFK qui s'est tenue à Paris en mars 2013, en présence du Vice-Premier ministre et Ministre de l'Industrie et des Nouvelles technologies kazakhstano-françaises, M. Asset Issekeshov.

La délégation française que j'ai conduite comptait 46 chefs d'entreprises issues des secteurs de l'énergie et l'environnement, l'ingénierie, les transports et les infrastructures, les télécommunications, la banque, la défense, la sécurité, le conseil et les services aux entreprises, mais aussi les biens de grande consommation et la santé.

Certaines de ces entreprises sont déjà implantées au Kazakhstan, seules ou avec un partenaire local, et contribuent à la diversification de l'économie kazakhstano-française voulue par le Président Noursoultan Nazarbaïev. D'autres entreprises venaient pour la première fois et ont pu apprécier les atouts et le potentiel du Kazakhstan comme marché d'exportation ou comme base de localisation de leurs activités.

Les entreprises françaises ont beaucoup apprécié que le Vice-Premier ministre Asset Issekeshov soit une nouvelle fois présent, montrant l'intérêt du Gouvernement kazakhstano-français pour les partenaires français.

Le Vice-Premier ministre a rappelé la volonté du Kazakhstan de poursuivre et renforcer la coopération et les partenariats entre nos deux pays, dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, de l'industrie, des transports, de la santé, mais également dans l'agriculture et le tourisme, en accroissant les efforts en termes de formation et de partage de savoir-faire. La Ministre du Commerce extérieur français, Mme Nicole Bricq, a rappelé l'importance du partenariat stratégique unissant nos deux pays depuis 2008 et a souligné la volonté de développer l'offre française dans « les secteurs à fort potentiel ».

Dans les présentations qui ont suivi, les entreprises kazakhstano-françaises ont pu échanger et partager leurs expériences en matière de partenariats industriels, de localisation de la production, de formation, de partenariats public-privé.

La réunion a également été l'occasion, pour les entreprises françaises, de réitérer un certain nombre de messages liés à l'environnement des affaires, notamment en matière de protection des droits des marques, de certifications et de normes techniques.

À l'issue de la séance plénière, le Vice-Premier ministre s'est entretenu en comité plus restreint avec les entreprises françaises menant des projets dans le pays.

À l'approche de l'Expo Astana 2017, quels sont les secteurs de prédilection des entreprises françaises au Kazakhstan, et de quelle manière peut se renforcer le partenariat entre entreprises kazakhstano-françaises ?

L'exposition internationale que la capitale kazakhstano-française hébergera en 2017 est un formidable rendez-vous pour la ville d'Astana et le pays tout entier.

Ce grand événement est placé sous le signe de l'énergie du futur. Il sera l'occasion, pour le Kazakhstan, de présenter aux visiteurs du monde entier le meilleur du savoir-faire mondial en matière d'énergie : il sera question des technologies d'efficacité énergétique, bien sûr, mais aussi des meilleures innovations en matière d'énergies renouvelables, leurs applications dans la conception de villes durables, etc.

L'Exposition internationale Astana 2017 sera également porteuse d'opportunités et de projets visant à équiper ou à moderniser la capitale kazakhstano-française en matière de transports collectifs, d'aménagements urbains, d'hébergement et de prestations touristiques, d'infrastructures de santé, etc. Il s'agit de secteurs dans lesquels la France compte de nombreux leaders mondiaux, porteurs de

technologies de pointe, mais également du savoir-faire nécessaire pour gérer des projets de grande ampleur.

Les entreprises kazakhstano-françaises pourraient trouver là de nouveaux champs de coopération, qui s'ajoutent aux domaines dans lesquels des partenariats sont déjà bien avancés : on peut citer les hydrocarbures, le nucléaire, la défense, l'environnement, les transports ferroviaires, les matériaux de construction, le secteur pharmaceutique, etc.

Quelles sont les activités de la branche Upstream de Total au Kazakhstan ? Quelle est l'importance du Kazakhstan dans les activités de Total, et quelles sont les perspectives de développement ?

Total est présent au Kazakhstan depuis 1992 avec une participation dans le contrat de partage de production du nord de la Caspienne, où ont été faites plusieurs découvertes, dont celle du champ géant de Kashagan, une des plus importantes des 50 dernières années.

Le projet Kashagan est probablement le plus grand projet industriel réalisé dans le monde à ce jour. Le champ de Kashagan est situé en Caspienne, à 100 km offshore, par de faibles profondeurs d'eau (moins de 10 m d'eau). La phase 1 du développement devrait atteindre un plateau de l'ordre de 300 000 b/j. L'opérateur est depuis 2009 la North Caspian Operating Company (NOC), une compagnie opératrice conjointe qui est détenue par les sept partenaires du projet : la compagnie nationale KazMunaiGaz et les compagnies internationales pétrolières Total, ExxonMobil, Shell, Eni, chacune en détenant 16,8 %, le chinois CNPC avec 8,3 %, et le japonais Inpex avec 7,5 %.

Pour l'avenir, Total est devenu opérateur en exploration fin 2012 avec 75 % d'intérêt sur les deux blocs onshore Nurmunaï situés au sud-ouest du pays, à proximité de la mer d'Aral. Une campagne sismique a été effectuée sur les deux blocs en 2013 et un forage est prévu sur le bloc Sud en septembre 2014. ■